



PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Programme et budget pour 2004-05**

**Compte du budget ordinaire  
et Fonds de roulement**

1. On trouvera ci-après des informations sur la situation au 30 septembre 2005 du budget des recettes et des dépenses de 2004-05. L'annexe I contient des renseignements complémentaires sur la situation des Etats Membres au regard du recouvrement des contributions. On y trouvera également des informations sur les postes de dépenses supplémentaires approuvés pour 2004-05 par le Conseil d'administration. Les tableaux 1 et 2 donnent des renseignements détaillés sur les contributions fixées pour 2005, les montants reçus et crédités en ce qui concerne les contributions actuelles et les arriérés de contributions jusqu'au 30 septembre 2005 et les montants dus à cette date. Le tableau 3 fournit des informations sur les postes de dépenses supplémentaires de 2004-05 approuvés par le Conseil d'administration.

**Recette et dépenses budgétaires**

2. Les recettes budgétaires sont comptabilisées en dollars des Etats-Unis au taux de change budgétaire de l'OIT fixé pour l'exercice 2004-05, et les dépenses en francs suisses sont enregistrés en dollars des Etats-Unis au même taux de change, à savoir 1,34 franc suisse pour un dollar des Etats-Unis. Au 30 septembre 2005, les contributions reçues et les dépenses budgétaires enregistrées pendant l'exercice en cours se présentaient comme suit:

	Francs suisses	Dollars E.-U.
<b>Recettes</b>		
Contributions reçues pour l'exercice 2004-05	507 080 371	378 418 187
Contributions arriérées dues au titre d'exercices antérieurs	<u>83 346 350</u>	<u>62 198 769</u>
<b>Recettes totales perçues</b>	590 426 721	440 616 956
Moins: déficit 2002-03 remboursé <sup>1</sup>	<u>14 964 475</u>	<u>11 167 519</u>
<b>Recettes nettes perçues</b>	<u>575 462 246</u>	<u>429 449 437</u>
<b>Dépenses</b>		<u>423 186 204</u>
Excédent des dépenses sur les recettes pendant une période de 21 mois se terminant au 30 septembre 2005		<u>6 263 233</u>

## Contributions des Etats Membres

- Le montant total des contributions fixé pour 2005 est de 354 828 216<sup>2</sup> francs suisses, contre 354 830 269<sup>3</sup> francs suisses en 2004. La section I du tableau 1 montre qu'au 30 septembre 2005 les montants reçus des Etats Membres ou portés à leur crédit<sup>4</sup> au titre des contributions pour 2005 s'élevaient à 176 161 369 francs suisses, ce qui représente 49,6 pour cent des contributions mises en recouvrement. A la même période en 2004, 68,9 pour cent des contributions de 2004 avaient été recouvrés. Au 30 septembre 2005, 80 Etats Membres avaient réglé la totalité de leurs contributions pour 2005, 30 avaient effectué un paiement partiel tandis que 68 autres n'avaient effectué aucun versement sur leurs contributions de 2005. A la même date en 2004, les chiffres correspondants étaient de 84, 20 et 73 Etats Membres respectivement.
- Les arriérés de contributions reçus au 30 septembre 2005 s'élevaient au total à 24 130 461 francs suisses, portant le total des contributions reçues au 30 septembre 2005 à 200 291 830 francs suisses.
- Au 30 septembre, 17 Etats Membres (Afghanistan, Angola, Bahamas, Burkina Faso, Cameroun, El Salvador, Guinée, Honduras, Mali, Malte, Maurice, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Paraguay, République tchèque et Swaziland) avaient effectué des paiements au titre de leurs contributions pour 2006.

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2003, conformément à l'article 21, paragraphe 1 a), du Règlement financier, le déficit, d'un montant de 14 964 475 francs suisses, a été couvert par le Fonds de roulement. Conformément à l'article 21, paragraphe 2 a), du Règlement financier, des arriérés de contributions reçues en 2004 ont été utilisés pour rembourser ce montant au Fonds de roulement.

<sup>2</sup> Y compris la contribution du Samoa pour 2005, de 2 916 francs suisses, mise en recouvrement, après l'adoption du budget, par la Conférence internationale du Travail à sa 93<sup>e</sup> session, en juin 2005.

<sup>3</sup> Y compris les contributions de Timor-Leste pour 2003 et 2004, de 4 969 francs suisses (2003: 1 421 francs suisses et 2004: 3 548 francs suisses), mises en recouvrement, après l'adoption du budget, par la Conférence internationale du Travail à sa 92<sup>e</sup> session, en juin 2004.

<sup>4</sup> Les montants crédités sur les contributions pour 2005 correspondent à la répartition, entre les Etats Membres ayants droit, des montants acquis grâce au système d'incitation au prompt versement des contributions et de la prime nette acquise pour les exercices précédents. La note 1 du tableau 1 donne davantage de détails.

## Situation au regard du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution

6. Il ressort du tableau 2 que, au 30 septembre 2005, les arriérés de contributions des 15 Etats Membres suivants atteignaient un montant égal ou supérieur à la somme des contributions dues au titre des deux années entières écoulées (2004 et 2005): Antigua-et-Barbuda, Azerbaïdjan, République centrafricaine, Comores, Djibouti, Gambie, Guinée-Bissau, Iles Salomon, Kirghizistan, Ouzbékistan, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan et Turkménistan. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, chacun de ces Etats Membres avait en conséquence perdu son droit de vote.
7. Dix-sept autres Membres avaient des arriérés de contributions supérieurs à la somme des contributions dues au titre des deux dernières années entières mais ont été autorisés à voter, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation, en vertu des arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail lors des sessions suivantes: 81<sup>e</sup> (1994) pour l'Albanie, 93<sup>e</sup> (2005) pour l'Arménie, 86<sup>e</sup> (1998) pour le Bélarus, 82<sup>e</sup> (1995) pour le Cambodge, 85<sup>e</sup> (1997) pour le Cap-Vert, 89<sup>e</sup> (2001) pour la République démocratique du Congo, 93<sup>e</sup> (2005) pour la Géorgie, 93<sup>e</sup> (2005) pour l'Iraq, 88<sup>e</sup> (2000) pour le Kazakhstan, 87<sup>e</sup> (1999) pour la Lettonie, 88<sup>e</sup> (2000) pour le Libéria, 93<sup>e</sup> (2005) pour la République de Moldova, 92<sup>e</sup> (2004) pour le Paraguay, 75<sup>e</sup> (1988) pour la Pologne, 93<sup>e</sup> (2005) pour le Togo, 88<sup>e</sup> (2000) pour l'Ukraine et 81<sup>e</sup> (1994) pour le Viet Nam.

## Fonds de roulement

8. A sa 91<sup>e</sup> session (juin 2003), la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail a décidé, en dérogation au chapitre V du Règlement financier, de prélever sur le Fonds de roulement une somme équivalant à 0,008 pour cent de la moitié du budget des recettes pour la période biennale 2004-05 (28 386 francs suisses) pour financer la contribution due par l'Afghanistan pour 2004, et une somme équivalant à 0,175 pour cent de la moitié du budget des recettes pour la période biennale 2004-05 (620 944 francs suisses) pour financer la contribution due par l'Argentine pour 2004. Par suite de ces transferts, le solde du Fonds de roulement s'élevait à 34 350 670 francs suisses<sup>5</sup> le 30 septembre.

## Virements éventuels dans le cadre du budget des dépenses pour 2004-05

9. L'article 16 du Règlement financier dispose que des virements d'article à article dans une même partie du budget des dépenses peuvent être effectués par des résolutions spéciales du Conseil d'administration.
10. Il n'est pas possible à ce stade d'évaluer rigoureusement et dans le détail le montant final des dépenses pour chaque poste du budget; il est toutefois possible que, pour certaines rubriques, les dépenses dépassent légèrement la dotation budgétaire, cet excédent étant compensé par des économies réalisées sous d'autres articles du budget. Les articles précis entre lesquels des virements pourraient s'avérer nécessaires et les montants exacts ne seront connus que lorsque seront connus les montants définitifs des dépenses, c'est-à-dire à

<sup>5</sup> Le solde nominal de ce fonds est de 35 millions de francs suisses.

la fin du mois de janvier 2006; suivant la pratique habituelle, le Directeur général propose donc de soumettre pour approbation à cette date au Président du Conseil d'administration une liste détaillée des virements qui s'avèreraient nécessaires.

- 11. *La commission voudra sans doute recommander au Conseil d'administration d'autoriser le Directeur général, conformément à la pratique habituelle, à soumettre pour approbation au Président, avant la clôture des comptes biennaux, des propositions concernant les virements qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre du budget des dépenses de 2004-05, sous réserve de la confirmation de cette approbation par le Conseil d'administration à sa 295<sup>e</sup> session (mars 2006).***

Genève, le 11 octobre 2005.

*Point appelant une décision:* paragraphe 11.

## Annexe I

Tableau 1. Contributions reçues des Etats Membres en montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT (en francs suisses)

### Etat récapitulatif

Détail	Montant dû au 1 <sup>er</sup> janvier 2005	Montant reçu ou crédité <sup>1</sup> au 30 septembre 2005	Solde dû au 30 septembre 2005
<b>I. Contributions fixées pour 2005:</b>			
Total des contributions fixées pour 2005	354 828 216 <sup>2</sup>	176 161 369	178 666 847
<b>II. Contributions arriérées pour 2004 et les périodes antérieures:</b>			
A. Contributions arriérées dues par les Etats Membres	99 842 272	24 130 461	75 711 811
B. Montants dus par les Etats Membres au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	293 006	-	293 006
C. Montants dus par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT	6 370 623	-	6 370 623
Total des contributions arriérées et montants dus au titre de périodes antérieures d'affiliation à l'OIT	106 505 901	24 130 461	82 375 440
<b>Total</b>	<b>461 334 117</b>	<b>200 291 830</b>	<b>261 042 287</b>

<sup>1</sup> Y compris 492 581 francs suisses crédités aux Etats Membres, correspondant:

- au système d'incitation pour 2003 347 987
- à la moitié de la prime nette accordée au titre de l'exercice 2002-03 144 594

<sup>2</sup> Y compris 2 916 francs suisses mis en recouvrement, après l'adoption du budget, auprès du Samoa par la Conférence internationale du Travail, à sa 93<sup>e</sup> session, en juin 2005.

Tableau 2. Etat des contributions  
 Détail des mouvements entre le 31 décembre 2004 et le 30 septembre 2005 (en francs suisses)

Etats Membres	Contributions et montants dus au 31 décembre 2004	Contributions fixées pour 2005		Montants reçus ou crédités (1) au 30 septembre 2005 en ce qui concerne les:		Solde dû au 30 septembre 2005
		%	Montant	Contributions de 2005	Arriérés	
<b>A. Etats ayant versé la totalité de leurs contributions pour 2005</b>						
Afghanistan (2)	-	0,002	7 097	7 097	-	-
Afrique du Sud	-	0,292	1 036 090	1 036 090	-	-
Algérie (2)	-	0,076	269 667	269 667	-	-
Angola (2)	-	0,001	3 548	3 548	-	-
Australie (2)	-	1,593	5 652 367	5 652 367	-	-
Autriche	-	0,860	3 051 498	3 051 498	-	-
Bahamas (2)	-	0,013	46 127	46 127	-	-
Bahrein	-	0,030	106 448	106 448	-	-
Bangladesh (2)	-	0,010	35 483	35 483	-	-
Bélarus (5)	2 050 701	0,018	63 869	63 869	157 746	1 892 955
Belgique	-	1,070	3 796 631	3 796 631	-	-
Bosnie-Herzégovine	-	0,003	10 645	10 645	-	-
Botswana	-	0,012	42 579	42 579	-	-
Bulgarie	-	0,017	60 320	60 320	-	-
Burkina Faso (2)	-	0,002	7 097	7 097	-	-
Cameroun	23 489	0,008	28 386	28 386	23 489	-
Canada (2)	-	2,816	9 991 880	9 991 880	-	-
Chine	-	2,055	7 291 660	7 291 660	-	-
Chypre	-	0,039	138 382	138 382	-	-
Cuba	24 547	0,043	152 575	152 575	24 547	-
Danemark (2)	-	0,719	2 551 194	2 551 194	-	-
Egypte	283 805	0,120	425 790	425 790	283 805	-
El Salvador	130 046	0,022	78 062	78 062	130 046	-
Equateur	-	0,019	67 417	67 417	-	-
Emirats arabes unis	-	0,235	833 839	833 839	-	-
Erythrée	-	0,001	3 548	3 548	-	-
Espagne	-	2,523	8 952 242	8 952 242	-	-
Estonie (2)	-	0,012	42 579	42 579	-	-
Ethiopie (2)	-	0,004	14 193	14 193	-	-
Fidji	-	0,004	14 193	14 193	-	-
Finlande	-	0,533	1 891 219	1 891 219	-	-
France	-	6,036	21 417 255	21 417 255	-	-
Guatemala	-	0,030	106 448	106 448	-	-
Guinée	27 254	0,003	10 645	10 645	27 254	-
Honduras	-	0,005	17 741	17 741	-	-
Hongrie	-	0,126	447 080	447 080	-	-
Inde (2)	-	0,421	1 493 814	1 493 814	-	-
Islande	-	0,034	120 641	120 641	-	-
Italie	-	4,890	17 350 957	17 350 957	-	-
Jamaïque	-	0,008	28 386	28 386	-	-
Jordanie	-	0,011	39 031	39 031	-	-
Kazakhstan (5)	4 117 367	0,025	88 706	88 706	257 335	3 860 032
Lesotho	-	0,001	3 548	3 548	-	-
Lettonie (5)	575 360	0,015	53 224	53 224	143 840	431 520
Luxembourg	-	0,077	273 215	273 215	-	-
Malaisie	-	0,203	720 295	720 295	-	-
Mali	-	0,002	7 097	7 097	-	-
Malte (2)	-	0,014	49 675	49 675	-	-
Maroc	-	0,047	166 768	166 768	-	-
Maurice (2)	-	0,011	39 031	39 031	-	-
Moldova, République de (5)	2 729 346	0,001	3 548	3 548	-	2 729 346
Myanmar	-	0,010	35 483	35 483	-	-
Namibie	-	0,006	21 290	21 290	-	-
Népal	43 121	0,004	14 193	14 193	43 121	-
Nicaragua	1 387	0,001	3 548	3 548	1 387	-
Nigéria	-	0,042	149 027	149 027	-	-
Norvège	-	0,680	2 412 812	2 412 812	-	-
Nouvelle-Zélande	-	0,221	784 164	784 164	-	-

Etats Membres	Contributions et	Contributions fixées		Montants reçus ou crédités (1)		Solde dû
	montants dus au	pour 2005		au 30 septembre 2005		au 30 septembre
	31 décembre 2004	%	Montant	en ce qui concerne les:		2005
				Contributions	Arriérés	
				de 2005		
Oman	-	0,070	248 378	248 378	-	-
Paraguay (3) (5)	1 099 519	0,012	42 579	42 579	42 723	1 056 796
Pays-Bas	-	1,691	6 000 096	6 000 096	-	-
Pologne (5)	2 372 823	0,461	1 635 745	1 635 745	790 942	1 581 881
Qatar	-	0,064	227 088	227 088	-	-
République dém. populaire lao (2)	-	0,001	3 548	3 548	-	-
République dominicaine	-	0,035	124 189	124 189	-	-
République tchèque (2)	-	0,183	649 330	649 330	-	-
Roumanie	-	0,060	212 895	212 895	-	-
Royaume-Uni	-	6,133	21 761 436	21 761 436	-	-
Saint-Marin	-	0,003	10 645	10 645	-	-
Singapour	-	0,388	1 376 722	1 376 722	-	-
Slovaquie	-	0,051	180 961	180 961	-	-
Slovénie	-	0,082	290 957	290 957	-	-
Sri Lanka	-	0,017	60 320	60 320	-	-
Suède	-	0,999	3 544 705	3 544 705	-	-
Suisse	-	1,198	4 250 807	4 250 807	-	-
Swaziland (2)	-	0,002	7 097	7 097	-	-
Thaïlande (2)	-	0,209	741 585	741 585	-	-
Trinité-et-Tobago	-	0,022	78 062	78 062	-	-
Turquie	-	0,372	1 319 950	1 319 950	-	-
Ukraine (5)	5 274 535	0,039	138 382	138 382	527 454	4 747 081
	<b>18 753 300</b>	<b>38,168</b>	<b>135 429 724</b>	<b>135 429 724</b>	<b>2 453 689</b>	<b>16 299 611</b>

**B. Etats ayant versé une partie de leurs contributions pour 2005**

Allemagne	-	8,670	30 763 353	27 983 658	-	2 779 695
Arabie saoudite	-	0,714	2 533 453	1 270 349	-	1 263 104
Arménie (5)	1 935 666	0,002	7 097	2 714	48 000	1 892 049
Barbade	1 634	0,010	35 483	1 804	1 634	33 679
Bénin	224	0,002	7 097	7 008	224	89
Colombie	1 005 511	0,155	549 979	198 245	1 005 511	351 734
Costa Rica	27 473	0,030	106 448	15 033	27 473	91 415
Croatie	130 034	0,037	131 285	1 251	130 034	130 034
Grèce	-	0,530	1 880 574	1 775 767	-	104 807
Grenade	-	0,001	3 548	1 285	-	2 263
Indonésie	-	0,142	503 852	300 000	-	203 852
Irlande	-	0,350	1 241 888	1 142 522	-	99 366
Kiribati	-	0,001	3 548	3 538	-	10
Koweït	-	0,162	574 817	2 133	-	572 684
Liban	-	0,024	85 158	8 669	-	76 489
Lituanie	-	0,024	85 158	84 579	-	579
Mauritanie	-	0,001	3 548	3 101	-	447
Mexique	-	1,885	6 688 457	3 553 810	-	3 134 647
Niger	4 516	0,001	3 548	3 285	4 516	263
Pakistan	318 386	0,055	195 154	139 243	318 386	55 911
Panama	19 805	0,019	67 417	28 202	19 805	39 215
République arabe syrienne	-	0,038	134 834	131 304	-	3 530
Russie, Fédération de	685 578	1,101	3 906 627	3 906 617	685 578	10
Sainte-Lucie	-	0,002	7 097	4 935	-	2 162
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-	0,001	3 548	356	-	3 192
Sénégal	119	0,005	17 741	17 281	119	460
Tanzanie, République-Unie de	-	0,006	21 290	12 995	-	8 295
Tunisie	2 511	0,032	113 544	101 905	2 511	11 639
Yémen	1 074	0,006	21 290	19 904	1 074	1 386
Zambie	10 319	0,002	7 097	639	10 319	6 458
	<b>4 142 850</b>	<b>14,008</b>	<b>49 703 930</b>	<b>40 722 132</b>	<b>2 255 184</b>	<b>10 869 464</b>

Etats Membres	Contributions et	Contributions fixées		Montants reçus ou crédités (1)		Solde dû
	montants dus au 31 décembre 2004	pour 2005		au 30 septembre 2005 en ce qui concerne les:		au 30 septembre 2005
		%	Montant	Contributions de 2005	Arriérés	
<b>C. Etats n'ayant effectué aucun versement mais ayant été crédités d'une partie de leurs contributions pour 2005</b>						
Albanie (3) (5)	11 260	0,005	17 741	12	-	28 989
Belize	-	0,001	3 548	15	-	3 533
Burundi	7 223	0,001	3 548	4	-	10 767
Cambodge (5)	277 789	0,002	7 097	6	7 175	277 705
Cap-Vert (5)	94 762	0,001	3 548	8	10 040	88 262
Corée, République de	-	1,798	6 379 759	7 375	-	6 372 384
Côte d'Ivoire	29 607	0,010	35 483	35	-	65 055
Dominique	-	0,001	3 548	9	-	3 539
Guinée-Bissau (4)	230 323	0,001	3 548	4	-	233 867
Guyana	453	0,001	3 548	13	-	3 988
Kenya	-	0,009	31 934	80	-	31 854
Libéria (5)	190 701	0,001	3 548	7	-	194 242
Madagascar	10 117	0,003	10 645	26	-	20 736
Malawi	4 723	0,001	3 548	20	-	8 251
Mongolie	-	0,001	3 548	4	-	3 544
Mozambique	3 841	0,001	3 548	5	3 543	3 841
Ouganda	29 079	0,006	21 290	25	-	50 344
Papouasie-Nouvelle-Guinée	21 290	0,003	10 645	53	10 592	21 290
Portugal	-	0,470	1 667 679	1 673	-	1 666 006
République centrafricaine (4)	143 872	0,001	3 548	8	-	147 412
République dém. du Congo (5)	101 857	0,003	10 645	52	49 164	63 286
Rwanda	-	0,001	3 548	12	-	3 536
Serbie-et-monténégro	138 523	0,019	67 417	6	138 523	67 411
Tchad	1 797	0,001	3 548	8	-	5 337
Viet Nam (3) (5)	36 680	0,021	74 513	53	-	111 140
	<b>1 333 897</b>	<b>2,362</b>	<b>8 380 972</b>	<b>9 513</b>	<b>219 037</b>	<b>9 486 319</b>

**D. Etats n'ayant effectué aucun versement et n'ayant été  
crédités d'aucun montant sur leurs contributions pour 2005**

Antigua-et-Barbuda (4)	275 198	0,003	10 645	-	-	285 843
Argentine	10 068 612	0,957	3 395 678	-	2 470 000	10 994 290
Azerbaïdjan (4)	3 539 188	0,005	17 741	-	-	3 556 929
Bolivie	61 351	0,009	31 934	-	30 730	62 555
Bésil	24 922 446	1,524	5 407 538	-	7 623 890	22 706 094
Chili	633 566	0,223	791 260	-	326 586	1 098 240
Comores (4)	529 534	0,001	3 548	-	-	533 082
Congo	6 437	0,001	3 548	-	-	9 985
Djibouti (4)	95 165	0,001	3 548	-	-	98 713
Etats-Unis	14 499 364	22,000	78 061 566	-	6 723 363	85 837 567
Ex-Rep. yougoslave de Macédoine	21 290	0,006	21 290	-	-	42 580
Gabon	80 740	0,009	31 934	-	50 027	62 647
Gambie (4)	59 936	0,001	3 548	-	-	63 484
Géorgie (5)	3 071 902	0,003	10 645	-	-	3 082 547
Ghana	-	0,004	14 193	-	-	14 193
Guinée équatoriale	6 048	0,002	7 097	-	-	13 145
Haiti	7 097	0,003	10 645	-	-	17 742
Iles Salomon (4)	21 065	0,001	3 548	-	-	24 613
Iran, République islamique d'	950 672	0,157	557 076	-	-	1 507 748
Iraq (5)	6 127 793	0,016	56 772	-	-	6 184 565
Israël	2 822 362	0,467	1 657 034	-	730 000	3 749 396
Jamahiriya arabe libyenne	45 303	0,132	468 369	-	-	513 672
Japon	-	19,485	69 137 710	-	-	69 137 710
Kirghizistan (4)	1 128 297	0,001	3 548	-	-	1 131 845
Ouzbékistan (4)	1 334 176	0,014	49 675	-	-	1 383 851

Etats Membres	Contributions et	Contributions fixées		Montants reçus ou crédités (1)		Solde dû
	montants dus au	pour 2005		au 30 septembre 2005		au 30 septembre
	31 décembre 2004			en ce qui concerne les:		2005
		%	Montant	Contributions		
				de 2005	Arriérés	
Pérou	1 283 817	0,092	326 439	-	442 283	1 167 973
Philippines	303 160	0,095	337 084	-	61 743	578 501
Saint-Kitts-et-Nevis	7 219	0,001	3 548	-	-	10 767
Samoa	-	0,001	2 916	-	-	2 916
Sao Tomé-et-Principe (4)	225 669	0,001	3 548	-	-	229 217
Seychelles	18 138	0,002	7 097	-	18 138	7 097
Sierra Leone (4)	397 001	0,001	3 548	-	-	400 549
Somalie (4)	362 868	0,001	3 548	-	-	366 416
Soudan	28 344	0,008	28 386	-	-	56 730
Suriname	6 030	0,001	3 548	-	-	9 578
Tadjikistan (4)	569 034	0,001	3 548	-	3 437	569 145
Timor-Leste, Rép. démocratique du	4 969	0,001	3 548	-	-	8 517
Togo (5)	213 453	0,001	3 548	-	-	217 001
Turkménistan (4)	871 023	0,005	17 741	-	-	888 764
Uruguay	575 997	0,048	170 316	-	-	746 313
Vanuatu	3 575	0,001	3 548	-	-	7 123
Venezuela	727 392	0,171	606 751	-	722 354	611 789
Zimbabwe	-	0,007	24 838	-	-	24 838
	<b>75 905 231</b>	<b>45,463</b>	<b>161 313 590</b>	<b>-</b>	<b>19 202 551</b>	<b>218 016 270</b>
<b>E. Montant dû par des Etats qui ne sont plus affiliés à l'OIT</b>						
Ex. Rép. soc. de Yougoslavie (6)	6 370 623	-	-	-	-	6 370 623
	<b>6 370 623</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 370 623</b>
<b>TOTAL</b>	<b>106 505 901</b>	<b>100,001</b>	<b>354 828 216</b>	<b>176 161 369</b>	<b>24 130 461</b>	<b>261 042 287</b>

**Notes du tableau 2: Etat des contributions**  
**Détail des mouvements entre le 31 décembre 2004 et le 30 septembre 2005**

- (1) Les montants crédités sur les contributions mises en recouvrement pour 2005 résultent de la répartition entre les Etats Membres remplissant les conditions requises des crédits correspondants:

	<i>Francs suisses</i>
– au système d'incitation pour 2003	347 987
– à la moitié de la prime nette accordée au titre de l'exercice 2002-03	<u>144 594</u>
Total	<u>492 581</u>

- (2) Etats ayant acquitté leurs contributions pour 2005 avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005.
- (3) Y compris les montants dus pour les périodes antérieures d'affiliation à l'OIT.
- (4) Etats Membres auxquels étaient applicables, le 30 septembre 2005, les dispositions du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution de l'Organisation. La République centrafricaine avait été autorisée à voter en vertu de l'arrangement financier approuvé par la Conférence internationale du Travail à sa 89<sup>e</sup> session (2001) mais cet Etat n'a pas respecté son engagement et a perdu le droit de vote le 1<sup>er</sup> janvier 2005 (voir annexe II).
- (5) L'Albanie, l'Arménie, le Bélarus, le Cambodge, le Cap-Vert, la République démocratique du Congo, la Géorgie, l'Iraq, le Kazakhstan, la Lettonie, le Libéria, la République de Moldova, le Paraguay, la Pologne, le Togo, l'Ukraine et le Viet Nam sont autorisés à voter en vertu des arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail lors des sessions suivantes: 81<sup>e</sup> (1994) pour l'Albanie, 93<sup>e</sup> (2005) pour l'Arménie, 86<sup>e</sup> (1998) pour le Bélarus, 82<sup>e</sup> (1995) pour le Cambodge, 85<sup>e</sup> (1997) pour le Cap-Vert, 89<sup>e</sup> (2001) pour la République démocratique du Congo, 93<sup>e</sup> (2005) pour la Géorgie, 93<sup>e</sup> (2005) pour l'Iraq, 88<sup>e</sup> (2000) pour le Kazakhstan, 87<sup>e</sup> (1999) pour la Lettonie, 88<sup>e</sup> (2000) pour le Libéria, 93<sup>e</sup> (2005) pour la République de Moldova, 92<sup>e</sup> (2004) pour le Paraguay, 75<sup>e</sup> (1988) pour la Pologne, 93<sup>e</sup> (2005) pour le Togo, 88<sup>e</sup> (2000) pour l'Ukraine et 81<sup>e</sup> (1994) pour le Viet Nam.
- (6) L'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a été rayée de la liste des Etats Membres le 24 novembre 2000.

Tableau 3. Postes de dépenses supplémentaires de 2004-05 approuvés par le Conseil d'administration

Session du Conseil d'administration	Description du poste	Montant en dollars E.-U.
288 <sup>e</sup> (novembre 2003)	Mise en œuvre de mesures visant à améliorer la sécurité dans le bâtiment du siège	780 000 (1)
288 <sup>e</sup> (novembre 2003) (GB.288/PFA/14/1)	Commission d'enquête concernant le Bélarus	577 000 (2)
288 <sup>e</sup> (novembre 2003) (GB.288/PFA/14/2)	Elaboration d'un code de bonnes pratiques rédactionnelles pour la préparation des normes internationales du travail	105 000 (2)
291 <sup>e</sup> (novembre 2004) (GB.291/PFA/13/1)	Délégation du Conseil d'administration au Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine tenue à Ouagadougou en septembre 2004	11 500 (2)
	Total	1 473 500

(1) Ces dépenses seront financées en premier lieu par des économies réalisées dans la Partie I du budget. A défaut, elles seront financées par prélèvement sur la Partie II du budget.

(2) Ces dépenses seront financées par des économies réalisées dans la Partie I du budget.

## Annexe II

Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus et ayant perdu leur droit de vote en vertu du paragraphe 4 de l'article 13 de la Constitution <sup>1</sup>

---

Etats	Années pour lesquelles une partie ou la totalité de la contribution est due
Antigua-et-Barbuda	1991-2004
Azerbaïdjan	1992-2004
République centrafricaine	1994-2000 + 2004
Comores	1980-2004
Djibouti	1995-96 + 1998-2004
Gambie	1997-2004
Guinée-Bissau	1992-2001 + 2003-04
Iles Salomon	1999-2004
Kirghizistan	1992-2004
Ouzbékistan	1996-2004
Sao Tomé-et-Principe	1992-2004
Sierra Leone	1985-2004
Somalie	1988-2004
Tadjikistan	1994-2004
Turkménistan	1993-2004

---

<sup>1</sup> Les Etats Membres ayant des arriérés de contributions de deux années ou plus mais ayant recouvré leur droit de vote en vertu d'arrangements financiers approuvés par la Conférence internationale du Travail à différentes sessions ne figurent pas sur la liste.